



NATIONS UNIES  
CONSEIL  
DE TUTELLE



PROVISOIRE  
T/PV.1277  
30 juin 1966  
FRANCAIS

Trente-troisième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA MILLE DEUX CENT SOIXANTE-DIX-SEPTIEME  
SEANCE

Tenue au Siège, à New York,  
le jeudi 30 juin 1966, à 15 heures.

Président :

Mlle BROOKS  
(Vice-Présidente)

(Libéria)

- Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique :
  - a) Rapport annuel de l'Autorité administrante [4 c)]
  - b) Rapport de l'Organisation mondiale de la santé sur son enquête relative aux plaintes contenues dans une pétition concernant le Territoire sous tutelle [5] (suite)
- Discussion générale (suite)

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document mimeographié sous la cote T/SR.1277. Les délégations pourront y apporter des corrections. Il en sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

## POINTS 4 c) ET 5 DE L'ORDRE DU JOUR

EXAMEN DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE :

- a) RAPPORT ANNUEL DE L'AUTORITE ADMINISTRANTE (T/1652; T/L.1110);
- b) RAPPORT DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE SUR SON ENQUETE RELATIVE AUX PLAINTES CONTENUES DANS UNE PETITION CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE (T/1647) (suite)

Sur l'invitation de la Présidente, M. Norwood, représentant spécial du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique sous administration des Etats-Unis et M. Nuuan, conseiller, délégation des Etats-Unis, prennent place à la table du Conseil de tutelle.

La PRESIDENTE (interprétation de l'anglais) : Avant de poursuivre nos travaux, je donnerai la parole au représentant des Etats-Unis qui désire faire quelques remarques.

M. JOHNSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je n'interviendrai que très brièvement pour dire qu'une fois encore, nous avons le plaisir d'avoir parmi nous, en qualité d'observateurs, de hauts fonctionnaires de Washington qui s'intéressent à nos travaux; je veux parler de MM. Morton et Bingham, tous deux membres du Congrès, qui siègent à la Commission de la Chambre des représentants pour les affaires intérieures et insulaires. M. Bingham n'est pas un étranger pour les membres du Conseil. Il a représenté les Etats-Unis auprès du Conseil de tutelle et a appartenu en qualité d'ambassadeur à la Mission des Etats-Unis auprès des Nations Unies.

La PRESIDENTE (interprétation de l'anglais) : Au nom du Conseil, j'adresse la plus cordiale bienvenue aux membres du Congrès présents dans cette salle; ainsi que l'a fait observer le représentant des Etats-Unis, M. Bingham n'est pas un étranger car il a déjà fait partie de ce Conseil et a participé à ses débats.

## DISCUSSION GENERALE (suite)

M. MAIN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Le fait que ma délégation n'a pas exercé son privilège en posant des questions, soit au représentant spécial des Etats-Unis, soit au représentant de ce pays, concernant le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, n'a pas été, je l'espère, considéré comme un manque d'intérêt de notre part et, dans certains cas, de notre peu de préoccupations à l'égard du sujet dont nous discutons actuellement. Au contraire, c'est avec le plus grand soin que nous avons pris connaissance des divers documents dont nous étions saisis; nous avons écouté très attentivement le rapport complet et détaillé du représentant spécial, et nous avons fait notre profit des réponses que celui-ci, de même que M. Nuuan, ont fournies aux questions posées par les représentants de l'Union soviétique, de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie, du Libéria, de la France et de la Chine. Il nous apparaît que nous sommes tous d'accord - l'Autorité administrante aussi bien que nous-mêmes - sur les objectifs que nous nous efforçons d'atteindre et que, s'il existe quelque divergence, elle porte simplement sur une question de progrès.

Comme l'a souligné, en diverses occasions, le représentant spécial des Etats-Unis, dans les réponses qu'il a données aux questions qui lui ont été posées, il n'est pas toujours facile de réaliser les progrès nécessaires, étant donné le manque de ressources disponibles et les difficultés budgétaires. Je peux d'autant mieux comprendre les difficultés qu'il a soulignées, que ce problème affecte non seulement les territoires sous tutelle et les territoires non autonomes, mais qu'il est également bien connu de la plupart des gouvernements du monde entier.

En conséquence, ma délégation a été heureuse d'apprendre qu'une proposition tendant à autoriser un programme quinquennal accéléré de construction, pour le Territoire sous tutelle, impliquant plusieurs millions de dollars est actuellement à l'étude devant le Congrès des Etats-Unis, ainsi qu'une demande d'élévation du plafond budgétaire de 17,5 millions de dollars qui, à l'heure actuelle, limite les dépenses affectées aux projets civils.

M. Main (Royaume-Uni)

Nous avons également été heureux de relever dans le rapport du représentant spécial qu'au cours des trois dernières années, les sommes consacrées à l'enseignement dans le Territoire sont passées d'un peu moins d'un million de dollars à plus de 3 500 000 dollars, sans compter un million de dollars supplémentaire réservé à la construction de bâtiments scolaires; on peut espérer que d'ici cet automne, le nombre des professeurs pourra être augmenté de manière significative. Notre délégation n'a jamais caché sa conviction que l'enseignement, qu'il ait un caractère académique ou technique, constitue l'une des responsabilités les plus lourdes de l'Autorité administrante, car nous pensons que, sans enseignement, un gouvernement, une administration et une industrie efficaces sont difficiles à édifier.

L'importance de l'enseignement dans tous les domaines, en particulier dans celui de la formation médicale, a été soulignée avant-hier par le représentant de l'OMS dans sa réponse éloquente aux questions qui lui ont été posées et je ne puis que me rallier à l'espoir que les dispositions prévues par le Haut Commissaire en exercice dans le domaine de l'enseignement dans le Territoire sous tutelle permettront, dans un avenir qui ne soit pas trop lointain une augmentation importante du nombre de Micronésiens susceptibles de recevoir utilement une formation professionnelle. Le Haut Commissaire en exercice nous a rappelé que 80 à 85 p. 100 des enfants d'âge scolaire dans le Territoire fréquentent en fait l'école. Cette constatation est fort prometteuse pour l'avenir; néanmoins, le nombre d'étudiants du Territoire sous tutelle qui ont finalement obtenu un diplôme de fin d'études est, je crois, de 40; ce nombre, même si l'on tient compte de quelque 250 autres étudiants qui ont reçu une ou plusieurs années de formation avancée, est moins satisfaisant, nous semble-t-il. C'est pourquoi nous avons été heureux de recevoir du représentant spécial l'assurance, à l'occasion d'une réponse à une question sur l'enseignement avancé, que la politique actuelle tend à poursuivre et à encourager le système des bourses permettant aux étudiants de faire des études complètes. Nous avons été sensibles à ce que le représentant spécial nous a dit à propos de la création d'un collège d'enseignement supérieur en Micronésie et nous avons été intéressés par la discussion intervenue hier quant aux avantages et aux inconvénients d'institutions d'enseignement



H. Main (Royaume-Uni)

supérieur à l'intérieur et à l'extérieur du Territoire. Nous comprenons qu'un équilibre doit être maintenu entre les nécessités diverses dans les domaines de la santé publique, de l'enseignement et du développement. Néanmoins, nous espérons que tant que l'on ne pourra pas donner une formation accélérée dans le Territoire même, un nombre de plus en plus grand de jeunes Micronésiens qualifiés auront la possibilité d'aller recevoir ailleurs cet enseignement supérieur.

J'aimerais maintenant dire quelques mots, avant d'en terminer avec les questions touchant à l'enseignement, du problème de la formation professionnelle et technique des adultes, étant donné que si l'avenir reste dans les mains des enfants micronésiens, le présent, lui, appartient aux adultes. Le représentant spécial ne s'est pas, à ma connaissance, longuement attardé sur cette question de la formation professionnelle et bien que le rapport sur les conditions dans le Territoire sous tutelle préparé par le Secrétariat consacre un paragraphe à ce sujet, il ne nous donne pas à cet égard de très longs détails. Je ne saurais manquer de souligner l'importance de cette formation particulière ou de toute forme d'enseignement des adultes, en raison de ses répercussions directes et évidentes sur le développement économique, social et politique du Territoire. Peut-être le représentant spécial pourrait-il nous donner quelques autres détails sur ce point lors de sa déclaration finale.

Passant maintenant au développement économique, les recommandations faites par le Conseil de tutelle lors de sa trente-deuxième session prévoyaient la préparation d'un plan de développement à long terme pour l'économie micronésienne et le représentant spécial nous a dit qu'un rapport préliminaire avait été préparé par la firme Robert R. Nathan Associates, Inc.; il a ajouté que ce plan serait mis à la disposition des membres du Conseil. Nous nous en félicitons et, à ce stade, nous nous bornerons à rappeler ce que le représentant du Royaume-Uni a déclaré l'an dernier en une occasion semblable, à savoir qu'il sera certainement important que, quelles que soient les propositions de la firme en question, celles-ci reçoivent l'accord et l'appui de la population micronésienne, si l'on veut que ce plan puisse être mis en oeuvre avec succès.

M. Main (Royaume-Uni)

Entre-temps, nous avons constaté, d'après le rapport présenté cette année par le représentant spécial, que des progrès ont déjà été accomplis dans le développement des ressources naturelles des îles, ressources que l'on admet limitées. Nous avons été heureux de remarquer que l'on a insisté en particulier sur le développement des ressources maritimes et sur l'industrie annexe de construction de bateaux. Nous reconnaissons que ce programme en est encore à l'étape expérimentale, mais, au moins pour un profane, les chiffres donnés concernant les pêcheries et la construction de bateaux semblent assez peu encourageants, inférieurs aux résultats que l'on pouvait espérer, de même que, dans un domaine différent, sont les chiffres donnés pour l'industrie du bâtiment, à l'exception du programme de rénovation de l'île Ebeye et des mesures prévues en vue de la construction accrue de bâtiments scolaires. Il serait utile à ma délégation que le représentant spécial puisse à nouveau considérer ces divers points et nous dire si nous avons négligé de tenir compte de certains faits concernant l'avenir.

Rien dans les rapports ou dans les réponses à nos questions ne va à l'encontre de notre opinion selon laquelle le problème des communications n'est rien moins qu'un défi constant et un obstacle énorme à l'heureux développement et à l'administration du Territoire sous tutelle, et en dépit de l'accroissement, dont nous nous félicitons, du nombre de services aériens, il reste, de toute évidence, beaucoup à faire dans ce domaine. Les difficultés sont immenses et plus d'un orateur s'est attaché à souligner l'importance de la superficie du Territoire. J'espère néanmoins que l'on me pardonnera si j'attire à nouveau l'attention du Conseil sur les chiffres : 3 millions de milles carrés de région océane, mais moins de 700 milles carrés de région terrestre; 96 îles à peu près désertes dont la population, en 1964, atteignait à peine 88 000 âmes. Ces statistiques cachent un très sérieux problème de transport, même à notre époque de technique avancée, mais il n'en est pas moins vrai qu'il doit être réglé si le Territoire doit jamais acquérir une unité et être efficacement administré. Peut-être pourrait-on accroître l'industrie touristique; un tel développement ne peut être qu'encouragé, car il donnerait le stimulant nécessaire au développement des communications.

M. Main (Royaume-Uni)

J'en viens enfin à la question du développement politique et, en particulier, à celle du Congrès de la Micronésie. Diverses observations ont été faites à propos du droit de vote et du fait que des fonctionnaires peuvent, à l'heure actuelle, être candidats; on a fait remarquer que le Congrès ne se réunissait qu'une fois l'an et que son contrôle en matière budgétaire était très limité. La plupart de ces problèmes ont été traités hier après-midi avec une grande compétence par le représentant de l'Australie et, partageant avec lui une même tradition politique, je ne puis que me déclarer d'accord avec ce qu'il a dit.

En même temps, le Haut Commissaire adjoint et M. Nuuan, parlant en qualité de membres du Congrès, dans leurs réponses à des questions, ont précisé qu'ils avaient bien conscience des difficultés. Ils ont souligné que le Congrès n'en était qu'à ses premiers pas, que ses membres examinent très sérieusement les diverses possibilités qui s'offrent à eux et qu'ils sont conscients de l'intérêt constant du Conseil de tutelle quant à l'avenir du Congrès. De l'avis de ma délégation, le point important est que l'Autorité administrante ait tenu sa promesse d'instituer une législature territoriale en 1965 et qu'un commencement d'oeuvre législative ait été entrepris. Comme l'a fait remarquer ce matin le représentant de la France, la création du Congrès est un jalon important sur la route qui conduit à l'autonomie de la population micronésienne.

C'est pourquoi je souscris à l'opinion selon laquelle la création du Congrès de la Micronésie et les travaux de sa première session constituent le fondement sur lequel les représentants de la Micronésie pourront eux-mêmes édifier leur futur développement constitutionnel.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je tiens tout d'abord à remercier le représentant spécial de s'être donné la peine de répondre hier à nos deux questions, la première portant sur les élections, la deuxième sur les caractères politiques du Territoire sous tutelle. Il nous a donné deux réponses complètes. Ses renseignements détaillés sur les statistiques relatives aux récentes élections sont fort utiles à ma délégation pour évaluer le sens des élections de 1965 au Congrès de la Micronésie. Son point de vue personnel quant à l'avenir politique du Territoire nous éclaire certainement. Il estime que son point de vue et le nôtre ne sont pas bien éloignés. Je crois cependant qu'il peut se rapprocher encore de nous, car ses fonctions l'amènent à connaître de plus près la population micronésienne.

M. Kiang (Chine)

Au cours de la discussion générale sur un Territoire sous tutelle au sein de ce Conseil, nous avons souvent répété, en des occasions antérieures, nos propres observations. Lorsque nous l'avons fait, c'était afin de mettre l'accent sur la question. Lorsque nous n'avons pas réitéré ces points de vues, ce fut parfois parce que nos opinions antérieures n'étaient plus valables à la lumière de nouveaux développements, ou parce que ces points de vues qui figuraient déjà dans le compte rendu des débats n'avaient pas changé et que notre position demeurait la même; parfois nous n'avons pas vu l'utilité de répéter nos observations.

L'Accord de tutelle pour le Territoire des Iles du Pacifique a été approuvé par le Conseil de tutelle le 2 avril 1947. En 1967, il y aura vingt ans que les Iles du Pacifique auront été classées sous le régime international de tutelle et que le Gouvernement des Etats-Unis aura assumé la responsabilité de l'administration du Territoire sous tutelle.

Au cours de cette période d'administration américaine, il y a eu quatre années initiales d'administration intérimaire exercée par les Autorités navales et dix années de double contrôle exercé par les Ministères de la marine et de l'intérieur avant que la totalité de la responsabilité administrative ait été transférée au Ministère de l'intérieur. Quelles que soient les lacunes ou les inconséquences provoquées par les changements d'administration et de personnel, elles semblent avoir été réparées par l'influence exercée par les premiers anthropologistes qui ont aidé la marine dans la recherche d'une connaissance scientifique des Iles du Pacifique et de leurs habitants.

Il est temps, sans aucun doute, que le Conseil prenne connaissance en détail de ce qui a été accompli en Micronésie pendant cette longue période de près de vingt ans afin que nous puissions envisager avec espoir l'avenir, c'est-à-dire le moment où la population de la Micronésie pourra décider elle-même quelle est la meilleure possibilité offerte par le régime de tutelle.

Il est non seulement naturel, mais c'est aussi notre devoir en tant que membres du Conseil de tutelle, de nous préoccuper et de nous inquiéter de l'évolution des événements en Micronésie. Il n'y a rien d'extraordinaire ni de mal à espérer que la population de la Micronésie répondra aux espoirs de ce monde moderne. Quoique nous puissions dire en ce Conseil et quelles que soient les recommandations faites ici, nous ne pouvons nous écarter de la reconnaissance du principe que les intérêts du peuple de la Micronésie sont primordiaux. Rien ne peut être plus éloigné de la vérité que de dire que le Conseil a poussé le peuple micronésien à aller trop vite.

M. Kiang (Chine)

Nous sommes parfaitement conscients des conditions particulières de chaque Territoire. J'ai moi-même joué un rôle modeste dans la rédaction de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. Nous savons même quelles sont les conditions particulières de chaque partie de ce Territoire. Quiconque a l'expérience de ce qui se passe en Micronésie sait combien Yap est différente des Marshall, de Ponapé, de Truk, des Mariannes ou des Palaos. Le conservatisme replié sur lui-même des habitants de Yap est bien connu en Micronésie. Mais aujourd'hui, ces habitants de Yap réclament, comme tous les autres Micronésiens, des fonds, des récoltes, plus d'écoles et de meilleurs professeurs, de meilleures conditions d'habitation, une fourniture accrue d'eau et d'électricité, de meilleures routes et de meilleurs moyens de communications et - **considération fort importante** - davantage de pouvoir pour les habitants de Yap dans l'administration. Les timides habitants de Yap n'élèvent pas leur voix moins que d'autres aux réunions publiques tenues en présence des missions de visite des Nations Unies.

En toute franchise, s'il n'y avait pas eu les timides enquêtes faites par le Conseil, ni le programme d'enseignement accéléré, ni l'enquête sur le développement économique, ni la création du Congrès de la Micronésie, ni la nomination progressive de Micronésiens à des situations administratives supérieures n'auraient pu avoir lieu aussi rapidement que les Micronésiens eux-mêmes le souhaitaient. Ceux qui ont connu les conditions régnant en Micronésie se demandent quelquefois si ce que, en ce Conseil, nous avons dit et fait n'a pas été trop modéré.

Il est certainement très agréable d'entendre la représentante des Etats-Unis, le nouveau Haut Commissaire par intérim et mon ami de l'île de Yap, M. Nuuan, parler à l'unisson des progrès accomplis récemment dans le Territoire sous tutelle. L'ambassadeur Anderson revient d'une récente visite en Micronésie. Comme nous le savons tous, avant 1961 le représentant des Etats-Unis au Conseil de tutelle visitait rarement le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique. C'est dans ce contexte de progrès tel qu'il nous est rapporté aujourd'hui que ma délégation désire apporter quelques brefs commentaires au sujet de certains aspects saillants et des récents événements en Micronésie.



M. Kiang (Chine)

Avant l'actuel Haut Commissaire par intérim, M. Norwood, que nous avons le plaisir d'accueillir ici au Conseil, la Micronésie a eu deux hauts commissaires au cours de deux périodes différentes de son histoire contemporaine. Non pas par accident, non pas à dessein mais du fait des événements mondiaux et des circonstances géographiques, la croissance de la Micronésie a suivi ces différentes périodes.

Lorsque M. Nucker a été haut commissaire de la Micronésie, celle-ci a connu une période de réhabilitation, immédiatement après la seconde guerre mondiale. Lorsque M. Goding a été haut commissaire de la Micronésie, celle-ci a connu une période de développement. J'ai eu la bonne fortune de visiter la Micronésie presque à la fin ou au sommet de ces deux différentes périodes. Lorsque la mission de visite de 1959 a pris congé, à la fin de sa visite dans le Territoire, nos paroles d'adieu à M. Nucker ont été pour lui dire qu'afin de suivre le travail efficace de réhabilitation, la Micronésie devrait être capable de prendre part elle-même activement et vigoureusement à son développement culturel, économique et politique.

En 1964, nous avons été tellement impressionnés par le travail remarquable et les grands progrès accomplis sous la direction avisée et populaire de M. Goding, que nous avons eu la certitude que la Micronésie était bien engagée sur la route d'une autonomie totale. Cette conviction, qui était la mienne, a été grandement renforcée par mes contacts personnels avec les dirigeants micronésiens à l'intérieur comme à l'extérieur du Territoire. Je pense que la Micronésie est maintenant entrée dans une période que je voudrais appeler la période de réalisation et de décision.

Hier, le Haut Commissaire par intérim, répondant à ma question, a dit :

"Sans être à même de faire dès à présent une prédiction concrète, j'ai le sentiment que nous nous rapprochons d'une manière sensible de l'instant où nous pourrions nous effacer et dire aux Micronésiens : 'Maintenant, vers quoi, voulez-vous vous diriger? C'est à vous de choisir'. Je considère que mon devoir principal et primordial consiste à aider de mon mieux à la préparation de cette région dans tous les domaines et à donner à la population, dans toute la mesure de mes moyens, la possibilité de prendre une décision; personnellement, j'espère que ceci pourra être accompli alors que je suis encore en fonction."

(1275<sup>ème</sup> séance, p. 12)



M. Kiang (Chine)

Puis-je dire qu'il est très encourageant d'entendre ces paroles de sa part, et surtout quand il dit qu'il espère qu'au cours de son présent mandat, le peuple micronésien sera appelé à se prononcer lui-même sur son avenir politique en exerçant son droit à l'autodétermination.

Quelle que soit d'ailleurs la direction dans laquelle soufflera le vent dans les Iles du Pacifique, le peuple de Micronésie a déjà atteint l'âge mur. Ce qui était naguère une simple réalité géographique en Micronésie est en train de devenir maintenant une unité de population. Sans aucun doute, l'unité micronésienne est vraiment une réalité. Les Micronésiens sont assez âgés maintenant, sinon aussi sages que certaines personnes le désireraient pour eux, pour apprendre de première main l'art de l'autogouvernement. D'ailleurs, le plus tôt ils feront des fautes, le mieux cela vaudra car cela leur permettra ainsi de se mieux diriger. Nous savons tous que le sens de la responsabilité ne s'acquiert que par l'exercice de cette dernière. Le nouveau Haut Commissaire par intérim trouvera beaucoup d'amis américains éclairés en Micronésie pour dire la même chose, peut-être d'une façon plus positive. Je suis certain que le Haut Commissaire verra et entendra de plus en plus de choses à cet égard en dehors de son quartier général de Saipan.

J'aimerais dire à quel point je suis heureux d'avoir entendu ici un représentant dire que les efforts continueront à être déployés afin de conduire les Micronésiens à une complète participation en ce qui concerne un développement accéléré dans les domaines politique, social et économique, ce qui, pour employer ses propres termes, "caractérise tant de régions du globe aujourd'hui".

(1272ème séance p. 12).

Nous sommes heureux de constater l'ouverture et la conclusion couronnées de succès de la première session du Congrès de Micronésie. Cela augure bien de son avenir. Le fait que 13 projets de loi et 52 résolutions aient été adoptés reflète bien la mentalité et le ferme désir des dirigeants du Congrès micronésien de faire entendre leurs voix de façon efficace et d'utiliser le Congrès comme un instrument pour exprimer les vœux de leur peuple. Grâce à une participation efficace des Micronésiens avec des pouvoirs accrus, le Congrès de Micronésie doit devenir une législation responsable. Ce dernier fera la preuve de ses aptitudes

M. Kiang (Chine)

lorsqu'il aura été doté de pouvoirs efficaces à utiliser. En fait, dans le processus de préparation du budget, le Congrès aura l'occasion de prouver le bien fondé de son jugement et de ses aptitudes. Une fois qu'il aura utilisé efficacement le pouvoir législatif, ce dernier évoluera et s'élargira. Puis-je également faire observer que la participation efficace des Micronésiens au processus de gouvernement sera à moitié atteinte si le Congrès de Micronésie est en mesure de relever le défi qui lui est lancé. La première session du Congrès de la Micronésie semble avoir prouvé de façon concluante la volonté et la détermination du peuple micronésien à apprendre à se gouverner.

A propos du processus de préparation du budget, nous avons noté avec intérêt et satisfaction le fait que le Haut Commissaire par intérim ait dit qu'il veillerait à ce que les recommandations budgétaires du Congrès micronésien soient étudiées soigneusement à chaque étape de la mise au point du budget et que les membres du Congrès soient entièrement informés de ce qui se passe au sujet des recommandations au sein du Congrès des Etats-Unis.

Quand nous parlons de participation efficace des Micronésiens au processus du gouvernement, nous ne limitons pas cette dernière à la seule législation. Nous avons également en vue le pouvoir exécutif. Nous avons entendu avec satisfaction les remarques du Représentant spécial en ce qui concerne certaines nominations importantes qui ont été faites dans le cadre de la politique consistant à placer les Micronésiens qualifiés à des postes administratifs de direction. Nous nous réjouissons de savoir que Dwight Heine a été nommé Administrateur de district pour les îles Marshall.

Nous avons également eu le plaisir d'apprendre que l'administration avait répondu aux vœux du Congrès de la Micronésie en créant une Task force qui doit mettre au point les propositions intéressant la fonction publique micronésienne. A notre avis, la création d'une fonction publique unifiée et l'établissement d'une commission de la fonction publique donneraient l'orientation appropriée afin de préparer très rapidement les Micronésiens à divers postes administratifs de direction. L'année dernière, nous avons exprimé l'espoir que le Congrès de Micronésie lui-même examinerait la question. Il est donc encourageant de constater que ce dernier a réagi promptement à notre suggestion.

M. Kiang (Chine)

Mais lorsque nous parlons d'une attention croissante qui se concentre sur les activités du Congrès de la Micronésie, n'oublions pas l'importance de l'équilibre politique dans le Territoire. Nous pensons que toute modification brutale d'un intérêt politique vers la législation nationale au centre ne détournera en aucune manière l'attention de l'initiative locale et de la responsabilité du centre de districts, où nombre de fonctions du Gouvernement central telles que logement, construction de route, écoles, et autres projets de développement communautaire doivent s'exercer au niveau du district.

Pour ce qui est du tableau global de développement, l'envoi de quelque 400 volontaires du Peace Corps en Micronésie est un événement tout à fait remarquable. Ce Conseil devrait étudier sans réserve la possibilité d'accorder son appui total à une entreprise si louable. Nous sommes certains que l'Autorité administrante placera les volontaires du Peace Corps aux endroits où leur tempérament individuel se manifestera le mieux et où leurs talents seront le plus complètement exploités dans l'intérêt de la population. Nous espérons également que la mise en vigueur à l'avenir d'un programme de développement économique intégré saura tirer complètement parti de la contribution que l'on peut attendre des volontaires du Peace Corps. Nous espérons que ces volontaires dévoués non seulement insuffleront leurs connaissances, leur habileté et leur expérience aux Micronésiens, mais encore aideront à cimenter les bonnes relations existant entre les habitants grâce à la camaraderie et à une vie en commun.

Nous sommes particulièrement heureux d'apprendre qu'un grand nombre de volontaires du Peace Corps seront envoyés dans les îles périphériques les plus lointaines. Les besoins médicaux, en particulier, des populations qui vivent en petits groupes dans des régions éloignées et presque inaccessibles méritent qu'on leur accorde une attention particulière.

En parlant des volontaires du Peace Corps, je tiens à dire que mon pays a également acquis une certaine expérience en envoyant plusieurs missions techniques dans des pays d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique. Ces missions comprennent

M. Kiang (Chine)

des experts dans les domaines de l'énergie, de l'industrie textile, de l'agriculture, de la santé publique, des maladies du bétail, des pêcheries et de l'artisanat. Toutefois, notre conception de ce problème ne se borne pas à une question de formation technique; pour notre part, nous insistons aussi sur la nécessité d'éveiller l'intérêt et la compréhension mutuelle entre les populations, notamment en ce qui concerne l'attitude face au travail et le mode de vivre.

Comme le Conseil, lors de sa session précédente, avait recommandé à l'Autorité administrante de faire des efforts plus grands et plus positifs pour stimuler le développement économique et pour formuler un plan de développement économique global et à long terme, il est réconfortant d'apprendre que le Congrès des Etats-Unis est maintenant saisi d'une proposition législative tendant à autoriser un programme accéléré d'investissement de capitaux de plusieurs millions de dollars portant sur cinq ans pour le Territoire sous tutelle. Nous espérons que cette proposition législative fort intéressante sera bientôt traduite en mesures concrètes et donnera, à son tour, l'élan nécessaire à la mise en oeuvre rapide de toutes recommandations précises des consultants économiques de la firme Nathan qui soient acceptables tant à l'Autorité administrante qu'au Congrès de la Micronésie. Ce Conseil prend acte du fait que ces propositions de la firme de consultants doivent recevoir l'accord et l'appui du Congrès micronésien.

M. Kiang (Chine)

Je me permets de répéter une fois encore qu'il est essentiel que le peuple de la Micronésie soit pleinement associé à l'élaboration des programmes économiques à toutes leurs étapes, parce que son intérêt intelligent et son enthousiasme sont la clé du succès du développement économique. Comme l'a dit fort bien M. Goding à la séance de clôture du Conseil de la Micronésie en 1963, "quel que soit le niveau de l'effort américain en Micronésie, il n'aura que peu d'effet si la population de la Micronésie n'y participe pas." Comme l'a recommandé ce Conseil, les législatures, nationale et locales et peut-être des conseils distincts de développement devraient être étroitement associés, à toutes les étapes, à l'élaboration et à la mise en oeuvre des plans de développement.

Avec l'apparition de nouveaux aérodrômes et de routes nouvelles et meilleures, des perspectives d'exploitation rurale et de développement agricole apparaissent. Mais l'exploitation rurale et le développement agricole dépendent dans une mesure non négligeable de la disparition du conflit qui existe entre le système traditionnel de propriété foncière sur une base communale et la nécessité de trouver un système meilleur convenant aux besoins d'une économie moderne, fondement du développement économique du territoire. Pour accroître le nombre d'arpenteurs qualifiés pour s'occuper des problèmes de la délimitation des terres est une chose et nous espérons que les arpenteurs qualifiés fournis par les volontaires du Peace Corps aideront à résoudre le problème posé par la pénurie d'arpenteurs, qui a freiné l'exploitation rurale en Micronésie. Mais il est également important que les Micronésiens eux-mêmes, par le truchement de leurs propres institutions politiques et juridiques, fassent des efforts vigoureux pour aider à résoudre le problème foncier. Nous espérons que le Congrès de la Micronésie, au cours de sa prochaine session, ne manquera pas de traiter de ce problème foncier avec beaucoup de sérieux.

En ce qui concerne les pêcheries, l'extension des opérations des pêcheries commerciales de Palaos à d'autres districts est un élément encourageant. Nous croyons que les ressources marines non encore exploitées autour de la Micronésie pourraient, si elles étaient exploitées à fond, apporter la richesse à la population de la Micronésie. Les Micronésiens, en particulier ceux qui vivent dans les îles



M. Kiang (Chine)

périphériques comme Yap, sont parmi les meilleurs pêcheurs en haute mer du Pacifique et ils peuvent sans aucun doute exploiter pleinement leurs ressources abondantes une fois qu'ils auront appris l'art de la pêche.

Parlant des ressources humaines, je n'ai pas besoin de répéter combien ma délégation est heureuse de la nouvelle politique d'enseignement qui a été si vigoureusement poussée dans le Territoire. L'arrivée imminente d'un premier groupe important de volontaires du Peace Corps donnera sans aucun doute un élan nouveau au rapide développement de l'éducation. Nous espérons que parmi les volontaires, il y en aura beaucoup qui pourront aider à la formation professionnelle et technique si nécessaire dans le Territoire.

En ce qui concerne l'enseignement primaire, nous espérons que le Congrès de la Micronésie étudiera sérieusement la possibilité d'abaisser l'âge scolaire obligatoire à six ans dans tout le Territoire. Répondant à une recommandation de ce Conseil, le district des îles Mariannes a déjà fixé l'âge scolaire obligatoire à six ans.

Au cours de la période des questions, la question de la possibilité de créer une institution d'enseignement supérieur, question très discutée, a été soulevée. Ma délégation s'associe complètement à l'opinion selon laquelle l'Autorité administrante devrait, avec le Congrès de la Micronésie, examiner à nouveau cette question à la lumière des vues exprimées par la Mission de visite de 1964 dans son rapport. Il est inutile de souligner qu'une institution d'enseignement supérieur, située sur le Territoire, de préférence à l'endroit de la future capitale, aiderait à rassembler les jeunes gens doués de toute la Micronésie. Ainsi rassemblés dans la future capitale de la nation, ils pourraient constituer un élément puissant d'union qui aiderait à solidifier la conscience nationale de la Micronésie.

Je crois que ce Conseil est très reconnaissant à l'Organisation mondiale de la santé de l'enquête entreprise par son équipe de spécialistes médicaux à la suite des plaintes proférées par onze membres du personnel professionnel du Département des services médicaux. Nous avons été heureux d'entendre le représentant spécial nous dire que l'administration étudierait attentivement chacune des conclusions et des recommandations contenue dans le rapport de l'OMS. Nous avons



également noté avec intérêt le dernier rapport du Représentant spécial sur les progrès faits dans le domaine de la santé publique. Nous apprécions à leur juste valeur les efforts que l'Autorité administrante a faits pour amener les services de la santé publique en Micronésie au niveau de certaines normes généralement acceptées.

Avant de conclure, je voudrais dire combien ma délégation a apprécié l'aide constante apportée par le représentant des Etats-Unis et par le Haut-Commissaire par intérim à nos délibérations sur les conditions existant dans le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique. Puis-je aussi demander à M. Francis Nuuan, lorsqu'il retournera dans sa patrie, de transmettre mes vœux chaleureux à tous mes amis micronésiens.

Avant de terminer, permettez-moi de rendre un hommage sincère au précédent Haut-Commissaire, M. Goding dont l'excellent travail et la popularité en Micronésie demeureront toujours dans la mémoire de ceux d'entre nous qui l'ont connu. Au cours de son mandat, il n'est pas douteux, qu'il a posé des fondations solides pour la future nation de la Micronésie. Je suis sûr que le Gouvernement des Etats-Unis est fier d'avoir un représentant comme M. Goding qui a si bien servi en Micronésie. Il est aussi rassurant de savoir que M. Goding a laissé l'administration entre des mains aussi compétentes que celles de son digne successeur.

M. CORNER (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : On se souviendra qu'à partir de 1947 et pendant 16 ans environ, les dépenses annuelles dans le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique s'élevaient à quelque 8 millions de dollars par an dont à peu près 6 millions étaient fournis par le Gouvernement des Etats-Unis, Autorité administrante. Le Territoire vivait tant bien que mal. Mais, à partir de 1963, les subsides accordés par les Etats-Unis ont été considérablement accrus; ils ont été de 15 millions de dollars en 1963 et 1964 et de 17 500 000 dollars en 1965 et 1966. Il devint alors possible de faire beaucoup de chose pour la Micronésie et les Micronésiens : on put construire des écoles, des hôpitaux, des aérodrômes et certaines autres facilités, améliorer

M. Corner (Nouvelle-Zélande)

les communications, mettre au point une structure plus compliquée d'administration, etc. Lundi, le représentant des Etats-Unis nous a parlé de propositions soumises actuellement au Congrès des Etats-Unis et tendant à relever une fois de plus de façon considérable les subsides accordés par les Etats-Unis. L'Autorité administrante prévoit de dépenser en Micronésie au cours des cinq prochaines années un total de 324 millions de dollars : 172 millions de dollars pour des investissements en capital et 152 millions de dollars pour les dépenses courantes de gestion, c'est-à-dire, en fait 65 millions de dollars par an.

J'ai essayé de me fixer sur cette somme, de me représenter ce que l'apport d'une énorme somme d'argent comme celle-là - sans compter le coût de 400 ou 500 volontaires du Peace Corps pourrait signifier pour un Territoire dont la superficie territoriale n'est que de 700 milles carrés et qui a une population de 90 000 hommes, femmes et enfants.

M. Corner (Nouvelle-Zélande)

Notre population est environ trente fois celle de la Micronésie. S'il fallait calculer pour la Nouvelle-Zélande une subvention sur la même base par habitant, le subside serait de 10 000 millions de dollars pour une période de cinq ans, c'est-à-dire de 2 000 millions de dollars par an. Or le budget national de la Nouvelle-Zélande - l'un des pays les plus riches du monde proportionnellement à sa population - est d'environ 1 200 millions de dollars par an ; je considère ce chiffre et je commence à comprendre l'ampleur de cette proposition nouvelle. Calculée sur la même base, une subvention équivalente pour la Nouvelle-Zélande serait le double de ce que le Gouvernement néo-zélandais actuel dépense et représenterait à peu près la moitié de notre revenu national entier.

Je me suis alors placé sur une base différente : celle des superficies de terres comparables. Sur cette dernière base, la Nouvelle-Zélande, qui a environ cent cinquante fois autant de terres que la Micronésie, devrait recevoir une subvention cinq fois plus importante que celle qui a été calculée en se plaçant sur la base du chiffre de la population, à savoir environ 50 000 millions de dollars pour une période de cinq ans ou 10 000 millions de dollars par, - ce qui représente le double de notre revenu national et qui est huit fois plus important que les dépenses de notre gouvernement.

Je me suis mis à rêver à ce que des calculs faits à cette échelle donneraient pour la Nouvelle-Zélande ou, pour des cas comparables, pour n'importe quel autre pays; puis je suis redescendu sur terre, ou, pour être plus exact, sur l'eau, et j'ai considéré la géographie du Pacifique et notamment celle de la Micronésie.

Les données géographiques sont telles que, bien que cette énorme somme d'argent que nous discutons puisse avoir des répercussions très importantes pour la Micronésie, un don d'une telle munificence - qui est tout à l'honneur du peuple américain - n'arrivera pas lui-même à transformer ces îles et à en faire un Etat jouissant de tous les services au même niveau que la métropole.

Il ne s'agit pas ici simplement de combler l'écart résultant d'une négligence en cours des années antérieures; il y a là une question relativement secondaire lorsque l'ensemble du problème est examiné dans la perspective qui convient. Le point essentiel, celui sur lequel nous devons concentrer nos réflexions

M. Corner (Nouvelle-Zélande)

si nous voulons qu'elles prennent un sens quelconque, c'est que la Micronésie n'est pas une masse terrestre compacte de 700 milles carrés; son infime population de 90 000 habitants n'est pas répartie d'une manière régulière sur une petite île de 30 milles de long et de 25 milles de large: si tel était le cas, le problème serait relativement facile et n'entraînerait pas d'énormes frais. Mais les 700 milles carrés sont fractionnés entre 2 100 petites parcelles de terres et éparpillés, avec le maximum d'inconvénients, sur 3 millions de milles carrés d'océan. En outre, à peine une centaine de ces îlots sont habités. Ainsi, au lieu d'avoir un bon port, un aéroport, une station de radiodiffusion, quelques hôpitaux, quelques écoles secondaires et quelques stations agricoles suffisants pour une population de 90 000 habitants vivant dans une île de 30 milles sur 25, il est nécessaire d'avoir chacun de ces services dotés du personnel qui convient, pour chacune des îles principales, et une unité de chacun de ces services pour chacune des douzaines d'îles pour lesquelles cela est justifié. Cette duplication de construction, de personnel, et je dirai même simplement d'efforts absorbe l'argent d'une manière vorace.

Prenez comme moi un morceau de papier; imaginez que c'est une île de 700 milles carrés; calculez le nombre de kilomètres de routes, de chemins, de conduites d'eau et d'égoûts, de lignes électriques, de tout ce dont vous avez besoin. Ensuite, déchirez ce morceau de papier et vous comprendrez l'augmentation qui en résulte du nombre total de kilomètres de routes, de conduites d'eau, etc. Mais maintenant, ces parcelles sont séparées par des centaines de milles d'océan; et réfléchissez à tout ce qu'il faudra ajouter en fait de navires, avions, aéroports, stations de télécommunications et d'émissions de radio, toutes choses qui sont alors nécessaires, qui sont très coûteuses et qui dans le premier cas étaient inutiles. Pensez à tout le personnel de techniciens et d'experts qu'il faut ajouter. Toutes ces dépenses supplémentaires qui, en un certain sens, ne sont que du gaspillage et sont stériles, sont destinées à accomplir quelque chose qui ne serait pas nécessaire si les 700 milles carrés étaient d'un seul tenant.

Si je suis entré dans tous ces détails, ce n'est pas afin de suggérer que les problèmes soulevés par la gestion du territoire soient insurmontables, ou pour essayer de blanchir la réputation de l'administration américaine qui est aussi

M. Corner (Nouvelle-Zélande)

consciente de ses déficiences que nous devrions l'être des efforts considérables qu'elle a déployés pour être à la hauteur des défis posés par la Micronésie; je l'ai fait simplement pour placer les problèmes de ces terres éparpillées dans leur véritable contexte géographique. Les Néo-Zélandais ne parlent pas ici sans expérience : le Samoa-Occidental, les îles Cook, les îles Niue et Tokelaus présentent des cas semblables à celui de la Micronésie. Les problèmes pratiques auxquels l'administration et le développement de territoires aussi disséminés se sont heurtés, se sont avérés extrêmement difficiles à résoudre.

Après m'être efforcé d'attirer l'attention sur le montant des sommes que l'Autorité administrante se propose de placer dans un avenir immédiat dans le Territoire, moi qui ne suis ni mathématicien ni économiste, j'ai étudié une autre série de chiffres. Ces derniers concernent essentiellement l'état actuel de l'économie micronésienne - c'est-à-dire l'économie vivante qui est sous-jacente à la superstructure administrative - ainsi que la mesure dans laquelle l'économie et la population sont capables d'absorber avec le maximum de profit cette injection de 300 millions de dollars venant de l'étranger au cours des cinq années qui vont suivre.

J'ai l'intention de consacrer la plus grande partie de ma déclaration à certaines répercussions de cette subvention énorme et de présenter quelques observations sur des questions à l'égard desquelles les Nations Unies ont manifesté dans le passé un intérêt soutenu et légitime : à savoir le progrès social et économique et l'évolution vers la libre détermination, telles que ces questions se dégageront de la discussion sur des questions économiques.

Les Micronésiens ont entre les mains tous les instruments leur permettant de faire connaître leur opinion sur l'avenir qu'ils désirent et pour faire respecter cette opinion. Ils disposent d'un corps législatif national, au sein duquel toutes les populations sont représentées. Ils ont chez eux la liberté de parole, la liberté de la presse. Ils ont le droit d'adresser des pétitions au Conseil de tutelle. Il appartient donc désormais au peuple micronésien et à ses représentants d'étudier le problème de leur avenir et de dégager à la fois quand et comment ils entendent exercer leur droit indubitable de libre détermination.

M. Corner (Nouvelle-Zélande)

Cependant, la question de l'avenir politique ne saurait être étudiée dans une sorte de vide complet. La décision que les Micronésiens prendront au sujet de leur avenir devra être murement réfléchie et fondée sur des renseignements complets. Les Micronésiens devront être en mesure de choisir cette décision parmi une série d'autres solutions. Comme le disait le rapport de la mission de visite du Conseil de tutelle de 1964 : "L'avenir n'est rien d'autre que les diverses possibilités engendrées par le progrès actuel."

Gardant ces considérations dans l'esprit, je passe maintenant à l'état de l'économie micronésienne.

Deux facteurs nous permettent de comprendre l'état de l'économie de la Micronésie : en premier lieu, les chiffres des exportations pour les années 1961 à 1965 et, en second lieu, les sommes perçues durant ces années sur les revenus locaux. En qualité d'éléments indiquant la croissance de l'économie, ces chiffres, notamment ceux qui correspondent à l'année dernière, peuvent paraître à première vue encourageants. Au cours de cette période de cinq années, la valeur des exportations - valeur qui, dans une économie en développement, est presque la seule qui permet d'obtenir des devises étrangères, sauf celles procurées par des subventions - s'est élevée de 48 p. 100. Environ la moitié de cette augmentation s'est produite en 1965.

Si nous examinons ces données d'un peu plus près, cependant, nous nous apercevons que la production du coprah - source des plus grands revenus - a légèrement baissé entre 1961 et 1965. Pour la plus grande partie, cette apparente augmentation de la production semble résulter des prix plus élevés obtenus pour des quantités moindres de coprah, ainsi que des bénéfices sur l'exportation de la seconde source de revenus de devises étrangères, à savoir la ferraille, les débris de fer de la seconde guerre mondiale.



M. Corner (Nouvelle-Zélande)

Il apparaît donc que, depuis 1961, il n'y a pas eu de nouvelles exportations ayant une valeur significative; même l'augmentation de la production des pêcheries ne semble pas reflétée par l'accroissement visible des bénéfices de l'exportation. Ainsi, l'augmentation de la valeur des exportations est moins encourageante qu'elle n'apparaît au premier abord.

Qu'advient-il des recettes prélevées sur le revenu local? Le total s'est élevé de 60 p. 100 entre 1960 et 1965, augmentation que l'on peut, en partie, attribuer à l'imposition de nouvelles taxes et de nouveaux barèmes, et qui, probablement, ne provient pas d'un accroissement de la production véritable mais de sommes d'argent venues dans le territoire, en tant que subventions de la Puissance administrante et passant dans les poches des fonctionnaires civils, du corps enseignant, des artisans et autres personnes bénéficiant de l'activité de l'Administration.

Quelle est la signification de ces chiffres? Par exemple, pour avoir quelque idée du degré de l'autonomie économique, il serait utile de les comparer aux dépenses totales du budget du territoire. Bien entendu, il est fallacieux de comparer les revenus de l'exportation - source de devises étrangères - avec les dépenses budgétaires car les deux choses ne sont pas directement liées, mais cela peut révéler quelques points intéressants.

En 1961, les devises étrangères parvenaient en Micronésie sous la forme de gains à l'exportation et s'élevaient à 2 130 000 dollars. On peut comparer cette somme avec le budget de l'administration qui, pour cette même année, s'est élevé à 7 430 000 dollars. En d'autres termes, le pays a reçu une somme représentant environ 28 p. 100 du montant nécessaire au fonctionnement de l'administration. En 1962, les revenus des exportations représentaient environ 26 p. 100 du total budgétaire. En 1963, 1964 et 1965, le pourcentage était environ de 12 à 13 p. 100. En résumé, tandis que les dépenses du gouvernement s'élevaient constamment, l'augmentation des gains provenant de l'exportation n'était nullement proportionnée. L'agriculture, en particulier, a marqué un certain déclin.

M. Corner (Nouvelle-Zélande)

En 1961, le revenu provenant des ressources locales représentait environ 17 p. 100 des dépenses totales de l'administration. En 1965, il était tombé à environ 8,7 p. 100. Nous ne disposons pas encore des statistiques complètes pour 1966, mais il est assez révélateur de noter que les frais de gestion - les seuls frais de gestion - du Ministère de l'enseignement - c'est-à-dire des dépenses qui impliquent que certaines constructions et installations existent déjà et que les sommes qu'elles représentent ont été acquittées - dépasseront grandement les revenus provenant de toutes les sources intérieures, y compris les nouveaux impôts imposés l'an dernier par le Congrès de la Micronésie.

Il est également pertinent, étant donné les questions soulevées par le rapport de l'OMS, de noter que les dépenses intéressant le Ministère de la santé, pour l'année 1966, ne pourront être couvertes, même si le total des recettes prélevées par la Micronésie elle-même était affecté à cette seule branche du gouvernement. Ceci, sans tenir compte des frais élevés engagés maintenant dans la construction et l'équipement de nouveaux hôpitaux et centres médicaux. Si les deux tiers de tous les revenus provenant du total des exportations de la Micronésie - coprah, ferraille, etc. - étaient consacrés aux dépenses de gestion du seul Ministère de la santé, ils ne pourraient que maintenir les services médicaux dans leur état actuel qui s'avèrent tout à fait insuffisants. Il faudrait beaucoup plus que le revenu total provenant des exportations de la Micronésie pour gérer les services de santé au niveau indiqué dans le rapport de l'OMS.

Bien entendu, ces chiffres constituent non seulement l'indication du degré de dépendance de la Micronésie par rapport aux subventions venant de l'extérieur, mais révèlent également une tendance. Cette tendance va vers un accroissement rapide des dépenses gouvernementales, s'éloignant du degré d'autonomie économique, même limité - ce terme peut paraître quelque peu dérisoire - que le Territoire était susceptible de maintenir il y a cinq ans. L'accroissement des dépenses gouvernementales ne semble pas être suivi par une augmentation sensible des sommes prélevées localement ou par une élévation significative des bénéfices provenant de l'exportation. Le résultat inévitable a été que la partie du budget financée par les subventions étrangères s'est élevée chaque année; en 1965, ces subventions représentaient 91 p. 100 des crédits nécessaires, alors que, pour les cinq années précédentes, elles n'étaient que de 84 p. 100. Cette tendance vers un accroissement

M. Corner (Nouvelle-Zélande)

des dépenses gouvernementales - nécessaires pour maintenir et accélérer le progrès actuel - se poursuivra au cours des cinq prochaines années, et ce d'une manière tout à fait spectaculaire, si le programme quinquennal envisagé est approuvé.

Ainsi que le déclarait sir Thomas Carlyle, on peut tout démontrer avec des chiffres. Quelles conclusions peut-on tirer de ces chiffres? En premier lieu, on peut conclure que le Gouvernement des Etats-Unis est très généreux en pourvoyant les moyens financiers pour s'acquitter des obligations qui lui incombent aux termes de la Charte et de l'Accord de tutelle.

Deuxièmement, on peut conclure que, si l'on accepte qu'un pays peut élever le coût de gestion de ses propres affaires en tant que mesure visant à assurer la stabilité économique du pays, alors, comparativement parlant, l'économie de la Micronésie a subi un déclin au cours des récentes années, tandis que les dépenses étaient accrues. On peut donc en déduire qu'il en sera ainsi au cours des cinq prochaines années, même si les dépenses de gestion seules sont prises en considération, et si l'on ne tient pas compte des énormes dépenses prévues en investissements, soit 172 millions de dollars.

C'est là que se trouve le cruel dilemme auquel doivent faire face la population de la Micronésie, le Gouvernement des Etats-Unis et le Conseil de tutelle. La population - de même que le Conseil de tutelle - exigent, dans tous les domaines, de meilleures installations et des services améliorés. Les Etats-Unis se sont engagés à y pourvoir. Mais le résultat net - inévitable, étant donné l'étendue, le manque de ressources, la dispersion géographique des territoires - est que la Micronésie dépend de plus en plus de l'aide venant de l'extérieur, non seulement pour la construction de nouvelles installations, mais également pour leur entretien.

Je ne voudrais pas, en énonçant ces chiffres, laisser entendre que les Micronésiens devraient se voir attribuer uniquement des installations de second ordre et des services que leur économie ne pourrait maintenir. Tous autres facteurs mis à part, ce serait un suicide politique pour tout membre du Congrès micronésien, à cette époque de grandes espérances, que d'essayer de subsister grâce à une aide accrue de l'extérieur.

M. Corner (Nouvelle-Zélande)

Quelle serait la réaction des Nations Unies, du Conseil de tutelle, en face d'une autorité administrante qui s'opposerait aux demandes réitérées de ce conseil, tendant à prévoir, dans tous les domaines, les installations les plus adéquates, indépendamment de la possibilité, pour l'économie, d'en assurer le financement?

Je ne veux pas non plus suggérer que cette dépendance accrue à l'égard de subventions venues de l'extérieur doit nécessairement limiter l'étendue des facilités offertes à la population micronésienne concernant son avenir politique. Cela dépendra de l'attitude de ceux qui sont intéressés à la question.

Je voudrais suggérer tout d'abord que, en se félicitant de l'accroissement de l'aide extérieure au Territoire et en insistant pour une amélioration dans le domaine de la santé, de l'enseignement, et autres institutions, le Conseil de tutelle n'ignore pas systématiquement que la superstructure administrative et l'infrastructure de la Micronésie s'écartent de plus en plus de sa base économique. A l'heure actuelle, il est inévitable, alors que l'on essaie de rattraper le retard dans les investissements de capitaux, que la majeure partie des dépenses totales du programme de construction devra être assurée par l'autorité administrante. Mais on peut s'attendre raisonnablement à ce que les investissements de capitaux déclineront probablement au fur et à mesure que l'on comblera les lacunes actuelles. Les chiffres sur lesquels doit porter l'attention sont ceux des frais d'administration, frais auxquels les Micronésiens devront faire face, dans une mesure considérable, au moyen de leurs propres ressources.

Pour la sauvegarde du contribuable américain et la propre estime du Micronésien lui-même, et en vue de préparer graduellement l'heure où l'économie de la Micronésie devra se suffire à elle-même - et il n'en sera jamais totalement ainsi - il est nécessaire, du point de vue de la délégation de la Nouvelle-Zélande, de s'assurer, grâce à l'évolution économique et à un investissement productif, grâce aussi à des dépenses répondant strictement aux besoins des Micronésiens, que la contribution des Iles à leurs propres affaires ne décline pas trop rapidement, dans l'avenir immédiat, au-delà du niveau minimum actuel. On pourrait espérer qu'il serait possible de l'accroître d'une manière significative, et ce à long terme.

M. Corner (Nouvelle-Zélande)

Le Haut Commissaire par intérim nous a dit que la promulgation de mesures apporterait un accroissement considérable des ressources locales. Mais, à long terme, - du moins me semble-t-il - ce sera seulement une augmentation de la production agricole et des autres activités économiques qui pourra permettre au Territoire d'obtenir les ressources financières supplémentaires dont il a besoin. L'économie du territoire doit être rendue viable.

M. Corner (Nouvelle-Zélande)

Nous n'avons encore aucune indication quant aux propositions qui doivent être faites par la firme Nathan ou aux dispositions du programme de cinq ans élaboré dans ce domaine, mais je voudrais, à ce stade, faire remarquer que jusqu'à présent l'Administration n'a mis l'accent que d'une manière insuffisante, semble-t-il, sur les programmes visant à un développement économique général. Sans doute des dépenses énormes sont-elles envisagées dans les domaines de la santé publique, de l'enseignement, de l'amélioration des communications et des transports; elles auront sans nul doute un heureux effet en temps voulu, et j'ajoute qu'en matière de construction de routes et de quais, cet effet devrait se faire sentir très rapidement. Naturellement, les programmes de construction seront une source de salaires grâce auxquels des économies pourront être faites et accumulées, économies qui pourront financer par la suite les entreprises locales. L'accroissement de l'épargne et la création de coopératives de crédit, notés par le Représentant spécial, proviennent très certainement en grande partie de cette source. Mais les dépenses consacrées au développement de l'agriculture et des pêcheries qui sont encore et resteront probablement la base principale de l'économie, représentent seulement 4 p. 100 du budget de 1965. C'est peut-être là un reflet de la priorité plutôt basse donnée à ces chapitres et malheureusement, à mon avis, à l'encouragement au développement de l'agriculture en tant que telle, car ce n'est que dans la deuxième phase du programme du Peace Corps que les travailleurs et experts agricoles dans le développement des sociétés coopératives de crédit doivent être affectés au Territoire. Je tiens à ajouter que nous nous félicitons chaleureusement de la décision d'envoyer dans les îles ces jeunes volontaires. Leur idéalisme et leur énergie, quand ils se combinent à une utile compétence, peuvent avoir une très importante répercussion sur la vie de la population des villages micronésiens, éliminant ainsi les divergences qui peuvent survenir quand il y a une différence marquée de standard de vie.

L'un des thèmes principaux du rapport de la Mission de visite de 1964 était que l'économie n'avait guère été développée, que le déséquilibre du développement économique et social n'avait pas été redressé, qu'il était nécessaire que la population micronésienne soit convaincue de la nécessité de mobiliser ses



M. Corner (Nouvelle-Zélande)

propres ressources et de participer à ses progrès. C'est pourquoi j'ai été quelque peu déçu d'entendre de la part de M. Nuuan, membre du Congrès, qu'une attention quelque peu limitée avait été accordée l'an dernier au budget par le Congrès de la Micronésie, encore que je comprenne les difficultés auxquelles se soit heurtée la législature lors de sa première session. Je pense qu'il est nécessaire de retenir l'observation de M. Nuuan selon laquelle les problèmes économiques ne peuvent, en de tels domaines, être traités que par des experts. Ce n'est qu'en considérant froidement les chiffres qui figurent dans les budgets annuels et dans les programmes que l'on découvre l'une des clefs de la structure et de la qualité de la future société micronésienne. A notre époque de profonds et rapides changements, le mode de vie des générations futures de Micronésiens repose essentiellement dans les mains du Congrès actuel.

J'estime qu'à ce stade je dois également ajouter que, en particulier depuis que quelques Micronésiens semblent être associés à sa préparation - une session spéciale à cet effet étant même envisagée - on peut espérer que, si le programme proposé de cinq ans est approuvé, la direction et les tendances des divers programmes composants ne seraient pas établies de façon trop rigide, afin qu'on puisse les amender par la suite et que le plan soit finalement présenté au Congrès de la Micronésie. Je pense qu'il sera possible au Congrès, lors de sa deuxième session, d'étudier quelque peu dans le détail le plan de cinq ans et les propositions Nathan pour le développement économique du Territoire et de faire en sorte que ces deux programmes soient parfaitement coordonnés. Si l'on considère que le budget de 1967 sera également présenté au Congrès, il apparaît clairement que les représentants auront besoin d'un certain temps - en fait, plus d'une trentaine de jours - pour procéder à l'examen de documents qui, dans leur ensemble, comportent l'ébauche de l'avenir d'une façon complète.

En fait, l'importance des mesures que le Congrès est maintenant appelé à examiner donne plus de poids encore aux recommandations de la Mission de visite de 1964 tendant à ce que la fonction de membre du Congrès soit une fonction à plein temps. Le Conseil se souviendra que la Mission de visite a traité de cette question aux paragraphes 211 à 216 de son rapport, en même temps que de la question des

M. Corner (Nouvelle-Zélande)

fonctionnaires membres du Congrès. Le système adopté finalement par l'Autorité administrante est diamétralement opposé à la recommandation de la Mission de visite. Lorsque l'on voit comment l'Assemblée législative de la Nouvelle-Guinée, composée de membres dont on espère qu'ils concentreront leurs énergies et consacreront tout leur temps à représenter leurs districts et à façonner les destinées du pays, s'est épanouie à la vie active, les avantages de l'introduction d'un système semblable en Micronésie semblent présenter des aspects multiples. Le rapport de la Mission de visite de 1964, notamment dans ses chapitres consacrés au progrès économique et politique, a esquissé une méthode cohérente visant à donner à la Micronésie une vie politique et économique active, en particulier à faire en sorte que la population micronésienne dispose du mécanisme le plus efficace pour façonner le développement de son pays, selon ses désirs propres. Au tournant présent de l'histoire de la Micronésie, il peut être bon de se féliciter de ce document et de recommander une fois de plus ses conclusions et recommandations à l'attention de l'Autorité administrante.

Etant donné qu'il est nécessaire que les Micronésiens eux-mêmes s'attachent à élaborer leur propre politique, je me féliciterais tout d'abord d'un accroissement du nombre de Micronésiens dans la branche exécutive et, en second lieu, je souligne à nouveau la nécessité de pousser les Micronésiens à occuper dès que possible des fonctions au niveau exécutif le plus élevé possible, c'est-à-dire à celui de l'élaboration de la politique fondamentale. De ma connaissance propre de la population, j'aurais pensé qu'il était possible de trouver à ce stade un Micronésien susceptible d'occuper avec distinction la fonction de Haut Commissaire adjoint par exemple.

Le Territoire sous tutelle est à la veille d'une immense évolution. Le nouveau programme de cinq ans ne transformera pas du jour au lendemain le Territoire en un Etat moderne dans tous les sens du terme. Mais les plans qu'il comporte détermineront pour une longue période la forme et l'équilibre mêmes de la société micronésienne. Je pense que pour garantir que cette société sera en tous points conforme aux aspirations du peuple micronésien, pour être certain que chacun ait sa part des fruits des réalisations et que toutes les voies possibles vers le progrès et l'avenir demeurent ouvertes, de plus grands efforts encore

devront être déployés afin que les Micronésiens déterminent eux-mêmes leur politique nationale. Comme je l'ai dit précédemment, ce qui importe réellement, ce qui dure, ne peut être réalisé par un apport à un territoire ou à un peuple; ce n'est que la population du Territoire qui peut l'accomplir. L'Autorité administrante mérite d'être vivement félicitée pour l'énergie, la compétence et la générosité avec lesquelles elle s'est attaquée aux immenses problèmes matériels posés par le Territoire. Si elle réussit, elle aura doté la Micronésie d'une infrastructure moderne. En fin de compte, le critère de son succès sera la structure économique et politique qui émergera de cette base moderne et nul ne peut l'édifier sinon la population micronésienne.

Pour conclure, Je voudrais dire rapidement quelques mots du rapport sur la condition médicale du Territoire qui nous a été présenté par l'équipe d'enquêteurs de l'Organisation mondiale de la santé (T/1647). Les conditions médicales telles que celles qui nous sont décrites dans ce document ne sont pas sans précédents en de nombreuses parties du monde sous-développé. Dans un certain nombre de pays Membres des Nations Unies, ces conditions sont sans aucun doute plus mauvaises encore. Cependant, comme le souligne dans son rapport l'Organisation mondiale de la santé, cette situation n'a pas été évaluée selon les critères du monde sous-développé, mais, à la demande de l'Autorité administrante elle-même, selon les critères et normes d'une communauté américaine. Ces facteurs mis de côté, les conditions exposées dans le rapport sont très malheureuses, de même qu'est regrettable le manque de précision dans la rédaction de la section correspondante du rapport annuel précédent.

Des mesures vigoureuses afin de redresser la situation ont été exposées par la délégation des Etats-Unis et elles seront certainement bien accueillies. Tout cela d'ailleurs montre bien les difficultés que l'on rencontre, dans une économie sous-développée, pour parvenir à un équilibre entre toutes les nécessités auxquelles il faut faire face. Comme je l'ai fait remarquer précédemment, la mise en oeuvre des programmes de santé publique représente déjà, au point de vue financier, l'équivalent des bénéfices provenant des exportations du Territoire. Le rapport de l'Organisation mondiale de la santé souligne également le rôle appréciable que les institutions spécialisées peuvent jouer en aidant le Conseil dans ses travaux.

M. Corner (Nouvelle-Zélande)

Je suis d'accord avec l'observation faite au début de cette semaine par le représentant de la Chine lorsqu'il a dit qu'il pourrait être utile, par exemple, d'adjoindre aux futures missions de visite des experts désignées par les institutions spécialisées. Peut-être un spécialiste du développement économique et un spécialiste de l'agriculture tropicale pourraient-ils rendre d'utiles services spécialisés à la Mission de visite de l'année prochaine.

Je voudrais enfin dire combien la délégation de la Nouvelle-Zélande regrette le départ de M. Goding de la scène micronésienne à laquelle il a donné tant de son coeur et de son intelligence au cours des dernières années de croissance. En même temps, nous offrons à M. Norwood tous nos voeux de succès pour sa tâche difficile mais pleine de promesses. Il sera en Micronésie à une période clef. Nous avons suffisamment vu déjà ce qu'il peut faire pour savoir qu'il fera face à tous les problèmes.

M. McCarthy (Australie) (interprétation de l'anglais) : Au cours de cette première intervention officielle de ma délégation dans cette discussion, je tiens à remercier encore la représentante des Etats-Unis, le représentant spécial, M. Nuuan, et les autres membres de la délégation des Etats-Unis pour leur patience et leur coopération et pour les renseignements qu'ils nous ont fournis. Je voudrais également, une fois de plus, présenter au Représentant spécial, non pas en sa qualité de Représentant spécial mais en sa qualité de Haut Commissaire, les félicitations de ma délégation pour sa nomination et lui présenter nos voeux très sincères de succès dans les tâches qui l'attendent et sur l'ampleur et les difficultés desquelles nous n'avons aucune illusion.

J'aimerais aussi dire que nous avons ressenti l'absence de notre vieil ami, M. Goding, qui a tant travaillé pour le bien de la population dans ces territoires des Etats-Unis et qui emporte avec lui, dans le domaine de ses futures activités, tous nos voeux de succès.

Je tiens à dire également que nous avons été particulièrement intéressés de voir présents ici, au cours de ces débats, certains membres très distingués du Congrès des Etats-Unis, y compris - jusqu'à il y a deux ou trois minutes - notre vieil ami et collègue, M. Jonathan Bingham, ancien et distingué Président du Conseil de tutelle.

M. McCarthy (Australie)

Les difficultés et l'ampleur de la tâche, auxquelles j'ai fait allusion en ce qui concerne le travail que doit envisager le Haut Commissaire, ne tiennent pas seulement à des facteurs matériels. Les difficultés particulières relatives aux concepts philosophiques qui animent le progrès de l'autodétermination, de l'autonomie ou de quelque autre forme d'indépendance que peuvent choisir les populations elles-mêmes, ont été soulignées de façon frappante au Comité des Vingt-Quatre, au mois d'août de l'année dernière, par celui qui était alors l'ambassadeur d'Irak et qui est maintenant Ministre des affaires étrangères de son pays. Il ne parlait pas de la question des Territoires sous tutelle des Etats-Unis, mais des territoires sous tutelle néo-zélandaise, comprenant les îles Cook; cependant, ses observations étaient et demeurent pertinentes pour la région de l'océan Pacifique tout entière. Ces observations ont trait à certains problèmes particuliers de développement dans les petites îles dont le statut est tel que l'Organisation des Nations Unies estime qu'elles n'ont plus besoin de faire l'objet de sa surveillance.

La délégation des Etats-Unis, bien entendu, n'a nul besoin de mes conseils en ce qui concerne ce qu'ont dit l'ambassadeur Pachachi et d'autres au Comité des Vingt-Quatre, sur ce sujet particulier ou sur tout autre sujet, et également en Quatrième Commission. Par conséquent, pour le moment, il me suffit de dire simplement que nous avons tous pris conscience récemment du fait que des problèmes particuliers existent dans les Territoires sous tutelle des Etats-Unis et dans les autres îles du Pacifique qui n'ont pas été protégées par l'expérience des Nations Unies dans d'autres régions dépendantes que nous avons jusqu'à maintenant étudiées de très près, sauf peut-être en ce qui concerne les îles Cook.

Je pense **qu'il** n'y a pas lieu de craindre que le développement politique dans le Territoire sous tutelle des Îles du Pacifique ne suive pas une courbe normale. Il existe un Congrès de Micronésie, élu sur la base de droit de vote universel et par conséquent représentant tous les peuples avec lesquels nous sommes en relation. Bien que ce Congrès ait des pouvoirs considérables, on se demande cependant si ces pouvoirs sont, à l'étape actuelle, suffisamment étendus. Mais je n'ai aucun doute que la population et ses représentants élus sont capables de tracer, avec l'Autorité administrante, le chemin du futur progrès de cet important instrument de gouvernement qu'ils ont créé. Il ne m'appartient certainement pas de dire à la population



M. McCarthy (Australie)

comment procéder à l'égard de cet instrument. La délégation espère, cependant, que les personnes intéressées peuvent estimer opportun d'envisager au Congrès des réunions plus fréquentes que cela n'avait été prévu jusqu'à maintenant - à savoir, si j'ai bien compris, une séance d'un mois chaque année. Nous sommes quelque peu préoccupés également, comme la tendance de nos questions peut l'avoir déjà indiqué, par certains problèmes tels que la situation des fonctionnaires qui peuvent être élus au Congrès, ayant à l'esprit, en particulier, la somme d'expérience et de formation qui tend, à ce stade du développement dans ces régions, à être concentrée dans les services publics.

En dépit de ces problèmes, cependant, je ne peux que répéter notre assurance qu'un instrument a été forgé, grâce à des moyens démocratiques sains et avec des buts démocratiques sains, et qu'il sera progressivement trempé jusqu'à être une lame de plus en plus fine, grâce aux efforts conjoints de la population qu'il représente et de l'Autorité administrante responsable du bien-être de cette population.

Cette question du développement politique, - que je me propose maintenant d'abandonner - a été inévitablement tributaire des conditions particulière de ces îles, alors que le développement dans les domaines économique, social et autres n'en est pas tributaire. Quels sont les éléments fondamentaux de cette condition particulière? Je pense ne pouvoir faire mieux, en essayant de répondre à ma propre question, que de citer ce que j'ai dit à cet égard au Conseil l'an dernier. Je parlais alors du rapport de la mission de visite qui avait visité ces îles l'année précédente et je disais :

"Ce rapport met l'accent sur l'immensité du territoire considéré... Il se réfère à 2 100 petites îles dispersées dans 3 millions de miles d'océan. La Mission elle-même a estimé qu'elle devait tenir compte de ce facteur - et de tous les autres qui y sont implicitement contenus - comme de la grande condition commune qui pèse sur tous les développements et tous les problèmes de la région. Je rappelle ce qu'a dit la Mission :

'Quand on étudie la Micronésie, on en revient toujours à l'immensité de l'océan, à l'infime superficie des terres et à l'ampleur des problèmes d'administration et de développement que posent ces faits inéluctables.' (T/1628, par. 13)

"C'est là un problème particulier à toute la région du Pacifique elle-même et non pas seulement à cette partie que nous appelons Micronésie. C'est un



M. McCarthy (Australie)

problème qui, à mon avis, ne se pose dans aucune autre région du monde, ou qui, tout au moins, ne se pose pas au même degré. Nous nous heurtons continuellement à ce problème des distances, de l'océan, des petites îles et des groupes de population dispersés qui sont le grand facteur, le critère dont les Nations Unies doivent tenir compte dans l'examen de presque toutes les régions du Pacifique. Il n'en est pas ainsi seulement en relation avec les problèmes concrets du développement économique et social, mais il en est ainsi, je crois, en relation avec les concepts mêmes qui sont à la base de nos travaux ici, à savoir les concepts de l'indépendance elle-même et de la forme que prend cette indépendance." (1252ème séance, p. 2 et 3/5 du texte anglais).

J'en suis venu ensuite aux autres aspects du problème général des petites îles et des immensités de l'océan dans toute la région du Pacifique et, tout spécialement, au fait que les habitants de ces régions sont des insulaires, donc en quelque sorte enfermés dans leurs îles et coupés du reste du monde par la mer, ce qui a créé chez eux des mentalités et des attitudes individuelles aussi bien que des problèmes économiques et sociaux particuliers qui leur sont propres; c'est ce qui a fait d'eux une population d'un genre très spécial, différente, en vérité, des autres populations dites coloniales à qui nous avons affaire jusqu'à maintenant.

Je n'aborderai pas maintenant les problèmes économiques posés par ces conditions de distance, d'immensité de l'océan, de l'infime superficie des îles, des populations dispersées ici et là, des difficultés de communications. Je dirai simplement qu'aux yeux de ma délégation, l'Administration des Etats-Unis attaque ce problème avec une vigueur directe et réaliste. Nous espérons recevoir de nos collègues américains le rapport des experts nommés afin de conseiller l'administration en la matière. Nous sommes impressionnés également par l'accent mis sur le développement de l'industrie de la pêche dans ces îles; c'est là sans aucun doute un concept très sain lié à l'immensité de l'océan, dont j'ai déjà parlé, et à toutes les autres conditions de ces îles.

M. McCarthy (Australie)

Lorsque nous parlons de cette question de développement économique, nous autres, aux Nations Unies et ailleurs, devons, me semble-t-il, être parfaitement conscients des autres problèmes qui se posent partout dans le monde, dans des conditions complètement différentes, par exemple, dans tout l'ensemble des Etats-Unis, ou dans mon propre pays, ou encore dans d'autres régions métropolitaines ou bien encore dans des zones continentales. Je crois que nous devons envisager le développement d'une économie qui convienne à la population, améliore le mode de vie que nécessite le milieu ambiant et permette à cette population d'utiliser au mieux les ressources dont elle dispose. Compte tenu de cette phase de développement, à savoir la phase économique - comme dans les autres domaines - l'annonce du nouveau crédit affecté par le Congrès des Etats-Unis - de l'ordre de quelque 300 millions de dollars - est fort encourageante. L'Administration doit être félicitée pour le réalisme dont fait preuve cette méthode.

Dans le domaine de l'éducation, il y a une façon vigoureuse de s'attaquer aux difficultés qui tient les promesses que nous avons envisagées à la même époque, l'année dernière. Les nouvelles méthodes dynamiques employées dans le domaine éducatif nous fournissent un exemple non seulement dans l'approbation de fonds supplémentaires et très substantiels, mais aussi dans ce que j'ai déjà décrit comme un plan riche en imagination et stimulant pour l'emploi des volontaires du Peace Corps dans ce domaine et au sujet de tout ce qui sera construit sur ces fondations.

Si j'ai bien compris ce que nous a dit le Représentant spécial en réponse à notre question, sur la base des efforts dévoués du Peace Corps, nous pouvons envisager une progression encore plus rapide que celle que nous escomptions à la même époque, l'année dernière. Néanmoins, il est très difficile de réaliser des court-circuits dans les processus d'éducation, ou dans les processus d'évolution qui sont fondamentaux en la matière. Comme nous l'avons indiqué l'an dernier également, ma délégation continue à s'intéresser de façon toute particulière au problème de la création d'un établissement d'enseignement supérieur dans ces îles.

M. McCarthy (Australie)

Nous croyons que l'absence de collège dans ces îles ne retarde pas le progrès de la population dans le domaine de l'enseignement, à l'heure actuelle, et ne le fera pas dans un avenir immédiat.

Dans le territoire avoisinant de Guam, il y a un collège supérieur. Les habitants du Territoire disposent d'établissements semblables à Hawaï et sur le continent américain. Nous sommes enclins à penser que dans les conditions présentes, il est préférable de se concentrer sur une politique d'enseignement primaire et secondaire en suivant les lignes dynamiques de développement qui s'affirment sans cesse à l'heure actuelle. Néanmoins, il faut suivre de très près la situation.

J'en viens maintenant au dernier aspect auquel je tiens à m'attacher, et je me réfère particulièrement ici au rapport de l'Organisation mondiale de la santé qui figure au document T/1647. Il serait oiseux de prétendre que l'on n'est pas préoccupé par les éléments qui ont conduits à l'enquête et à la rédaction de ce rapport. Cela nous semble toutefois moins important que la manière dont le problème d'ensemble est attaqué à l'heure actuelle et le sera, croyons-nous, à l'avenir.

L'éminente équipe de l'Organisation mondiale de la santé a mentionné abondamment "un concours sans réserve auprès du Haut Commissaire et de son personnel médical et politique tant dans les districts qu'au chef-lieu". (T/1647 p. 7) L'équipe a bien reconnu quels étaient les objectifs fondamentaux des Etats-Unis qui avaient été définis par feu le Président John F. Kennedy, à savoir que les services sanitaires dans le territoire sous tutelle seront conformes aux normes minimales généralement acceptées par la communauté américaine.

Avec un objectif aussi clairement formulé avec l'injection de sommes d'argent supplémentaires, avec le recrutement et l'utilisation d'un personnel nouveau, d'après les informations que nous avons reçues, nous sommes parfaitement en droit de nous attendre à une amélioration rapide non seulement en ce qui concerne les conditions qui ont été à l'origine de l'enquête de l'OMS, mais également les conditions qui ont été révélées par cette dernière.

M. McCarthy (Australie)

Examinons un instant la structure administrative et les problèmes qui en découlent. Le rapport dit ce qui suit :

"L'équipe a constaté que le problème d'organisation qui préoccupe le personnel professionnel tient à l'insuffisante netteté des relations entre le personnel médical à l'échelon central et celui des districts."

(T/1647 p. 10)

Il s'agit là évidemment d'un problème auquel on s'est heurté partout ailleurs dans des conditions analogues. C'est à la fois un problème de centralisation et de décentralisation. C'est l'éternel problème du spécialiste et du médecin de médecine générale. Ce qui est important actuellement, à mon avis, c'est le fait que ce problème a été défini, reconnu et pourra, nous l'espérons, être vigoureusement attaqué.

En ce qui concerne les maladies elles-mêmes qui sont mentionnées dans le rapport, permettez-moi de dire que nous y avons travaillé dans le territoire australien et que nous les connaissons bien. Tout d'abord, il y a la tuberculose, décrite dans le rapport comme un problème sanitaire important dans les territoires sous tutelle. L'Administration n'a pas encore réussi à maîtriser ce fléau autant qu'elle l'espérait. Peut-être que le Haut Commissaire ne m'en voudra pas si je dis qu'il serait probablement utile à son personnel médical de voir ce que nous avons fait dans le territoire australien avoisinant de la Nouvelle-Guinée. A la suite d'activités vigoureuses poursuivies pendant de nombreuses années par des équipes d'experts qualifiés qui se sont livrés à des enquêtes, toutes les personnes victime de cette maladie dans tout le territoire sur une population de 2 millions d'habitants, ont été enregistrées et reçoivent un traitement sur une base régulière. Dans le domaine plus spécialisé de la prophylaxie de la tuberculose, un programme appliqué depuis un certain nombre d'années me semble particulièrement digne d'éloges et très frappant du point de vue des résultats qu'il a obtenus. Des équipes d'experts qualifiés, spécialisés dans la chirurgie thoracique provenant d'Australie, - comprenant chacune un ou deux chirurgiens chefs spécialisés en la matière - des infirmières, des anesthésistes et autre

M. McCarthy (Australie)

personnel médical, équipes dirigées par des spécialistes qui non seulement sont les meilleurs dont nous disposons mais qui ont une renommée mondiale, ont passé, depuis quelques années, six semaines en Nouvelle-Guinée, apportant les bienfaits de la chirurgie thoracique la plus moderne aux malades ayant besoin d'un traitement de cet ordre. Ces équipes ont obtenu un résultat, c'est qu'il ne reste plus dans ce territoire de 2 millions d'habitants un seul tuberculeux qui n'ait pas reçu le traitement nécessaire à son cas.

Nous avons également eu des problèmes dans le domaine de la lèpre, et nous continuons d'en avoir. A cet égard, comme pour la tuberculose, nous avons reçu une aide substantielle de la part des missions religieuses travaillant dans nos territoires. Il s'agit d'un système très simple, fondé sur la fourniture d'installations, de fonds nécessaires et d'équipement par le gouvernement, ainsi que d'un personnel médical et infirmier, compétent et indispensable, par les missions.

Peut-être me pardonnera-t-on de citer un dernier exemple, si je mentionne l'oeuvre remarquable qui a été accomplie dans le domaine de la santé mentale en Nouvelle-Guinée simplement parce qu'elle pourrait peut-être fournir des directives utiles au Représentant spécial qui, à son gré, sera en droit de les examiner, de les accepter ou de les rejeter.

Cette tâche est effectuée sur la base d'une étude remarquable sur la santé mentale réalisée il y a quelques années par le Dr. Sinclair de Melbourne. Récemment, après une période de quelque sept ou huit ans, le Dr. Sinclair et plusieurs de ses collègues ont donné suite à ce premier travail; ils ont révisé leurs hypothèses; ils ont mis au point leurs conclusions en les étudiant avec le recul des années qui s'étaient écoulées depuis leurs recherches l'origine; ils ont ainsi mis sur pied un programme de recherches de grande envergure qui a été très bien accueilli dans le domaine de la santé mentale. C'est en effet un domaine particulièrement intéressant dans ces régions en voie de développement. Le personnel médical de l'administration comprend maintenant trois fonctionnaires chargés de la santé mentale et ces spécialistes continuent de travailler sur la base des recherches que je viens de mentionner et qui sont probablement uniques en ce qui concerne de telles régions du monde.



M. McCarthy (Australie)

Enfin, je puis vous dire que ma délégation s'est penchée avec une attention particulière sur les conclusions des experts de l'OMS. Nous avons noté leur conviction que le statut de la santé publique est encore inférieur aux normes que l'Administration s'était fixées elles-même - et non pas, nous le soulignons, aux normes que quelqu'un d'autre aurait fixées; qu'il y a pénurie de personnel qualifié, médical et paramédical; qu'un programme intensifié d'équipement est nécessaire; que des efforts renouvelés sont indispensables en ce qui concerne le contrôle de la lèpre et de la tuberculose ainsi que de l'hygiène du milieu. Tout en acceptant toutes ces conclusions, nous avons noté également l'opinion de l'OMS selon laquelle "des progrès réels ont été accomplis récemment dans le Territoire et... des mesures actives sont prises pour remédier à beaucoup des insuffisances qui ont été relevées." (T/1647, p. 34).

De ce qui nous a été dit au cours de la session actuelle par les représentants des Etats-Unis, nous déduisons que, sans aucun doute, les progrès dont il est parlé seront accélérés et que les mesures actives mentionnées le deviendront toujours davantage.

En conclusion, nous voudrions signaler particulièrement au Haut-Commissaire l'accent que met le rapport de l'OMS sur la nécessité d'un plan de santé systématique et à long terme, qui comprendrait nécessairement un large programme de formation et qui serait échelonné de façon à tenir compte des ressources en personnel entraîné et des facilités que peut fournir l'Administration. D'après les informations nombreuses qui nous ont été fournies ici, nous sommes sûrs que les ressources nécessaires en personnel entraîné et les facilités indispensables seront fournies par l'Administration, mais nous examinerons soigneusement sur ce point les futures rapports.

Permettez-moi pour terminer de dire que ma délégation suit et continuera de suivre avec le plus grand intérêt les événements dans ce territoire sous tutelle et, à ce propos, nous attendons avec impatience le rapport de la mission de visite qui sera nommée l'année prochaine pour se rendre de nouveau dans ces Territoires. Nous étudierons de très près le rapport de cette mission en tenant compte de ce qui a été suggéré ici par la délégation des Etats-Unis et de ce que nous pensons devoir être le sens de l'évolution dans ce Territoire.



II. MAKAREVICH (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation soviétique a écouté avec beaucoup d'intérêt les interventions fort substantielles faites par un certain nombre de membres du Conseil de tutelle et exprime l'espoir qu'elle recevra bientôt du Territoire sous tutelle l'information qu'il a accédé à la pleine indépendance politique. Je me bornerai aujourd'hui à quelques brèves remarques portant sur les aspects du problème qui nous intéresse qui n'ont pas été traités par ceux qui ont parlé avant moi.

L'analyse des renseignements soumis au Conseil de tutelle par la Puissance administrante ainsi que l'analyse de la situation dans le Territoire sous tutelle indique que ce Territoire, placé sous la tutelle du plus riche pays du monde capitaliste ne présente toujours pas les conditions nécessaires pour le réel progrès politique, économique et culturel de la population autochtone. La délégation soviétique constate qu'au cours d'une période de près de vingt années, la vie, les espoirs et les intérêts de la population autochtone du Territoire sous tutelle ont été ignorés par la Puissance administrante. Les Etats-Unis ont toujours considéré et, si l'on s'en tient aux données disponibles, continuent de considérer le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique comme leur colonie et comme un lieu commode pour y implanter des bases militaires.

A ce propos, j'aimerais me référer à ce que dit Willard Price dans son livre America's Paradise Lost. Il écrit :

(L'orateur cite en anglais) (interprétation)

"Un épais voile de secret a été jeté sur ce qui se passe dans le monde de l'Amérique dans le Pacifique occidental. Il y a deux motifs à ce secret. Tout d'abord, les îles sont des bases militaires. Ensuite, le colonialisme. L'Amérique ne tient pas à passer pour une puissance coloniale. Or la Micronésie est, à toutes fins utiles, une colonie, officiellement connue en tant que Territoire sous tutelle des îles du Pacifique."

(L'orateur reprend en russe) (interprétation)

Pour vous prouver que le Territoire sous tutelle est bien considéré comme une région commode pour l'implantation d'installations militaires, je vous citerai deux autres passages du livre de Willard Price sur ce point. Parlant des îles du Pacifique sous tutelle des Etats-Unis, il écrit :

M. Makarevich (URSS)(L'orateur cite en anglais) (interprétation)

"Ces îles sont sans prix pour les Etats-Unis et pour le monde occidental si les futures ambitions du Japon et de la Chine doivent être tenues en échec."

(L'orateur reprend en russe) (interprétation)

Et plus loin, parlant toujours des îles du Pacifique, il dit :

(L'orateur cite en anglais) (interprétation)

"D'Okinawa, on était et on est toujours en mesure de patrouiller toute la côte de l'Asie, de Vladivostok à Saïgon."

(L'orateur reprend en russe) (interprétation)

Ces citations montrent que les militaristes américains considèrent avant tout le Territoire des îles du Pacifique comme une position stratégique avantageuse pour eux.

Le Territoire des îles du Pacifique, comme vous le savez, a été utilisé à un moment donné en tant que terrain d'essai pour les armes nucléaires. Nous savons aussi qu'au cours de ces essais, un grand nombre d'habitants autochtones ont été transplantés de force sur des terres qui leur étaient étrangères, sans aucun espoir de pouvoir jamais retourner sur leur terre natale. Quant aux îles sur lesquelles des essais nucléaires n'ont pas eu lieu, la population a néanmoins eu à souffrir des retombées radioactives. Depuis plus de dix ans maintenant, cette population souffre des conséquences des essais nucléaires et ce fait est faiblement reconnu dans la déclaration du représentant spécial lorsqu'il nous dit que la population qui a souffert de la radioactivité continue à en ressentir les effets.

M. Makarevich (URSS)

Le Conseil de tutelle a reçu, en temps opportun, une série de pétitions et de plaintes émanant de la population autochtone; cette dernière prétendait qu'aucune compensation ou indemnité ne lui avait été versée pour les dommages et pertes subis.

La délégation soviétique serait heureuse si le Conseil de tutelle pouvait obtenir de l'Autorité administrante des données aussi précises que possible au sujet de l'octroi d'assistance médicale et au sujet du dédommagement matériel accordé aux victimes des expériences nucléaires.

La délégation soviétique, vous vous en souviendrez, a manifesté son intérêt à l'égard du règlement de la question de l'utilisation des terres dans le territoire sous tutelle. Cet intérêt avait été engendré par le fait que, lorsque l'Autorité administrante - les Etats-Unis - s'était installée dans les Iles du Pacifique, non seulement elle n'a pris aucune mesure en vue d'éliminer les injustices tolérées par les occupants précédents de ces îles, mais encore elle s'est empressée de renforcer ces injustices sur le plan juridique. L'Autorité administrante a décrété que toutes les terres aliénées deviendraient propriété de l'Etat. En outre, le Gouvernement des Etats-Unis, autorité administrante, a continué et continue encore à aliéner des terres au moyen de confiscations directes, en qualifiant ces terres de terres allouées aux forces navales. Pour revêtir d'un caractère légal ces actes illégitimes, on s'est servi de l'expression "aliénation obligatoire". On a fait figurer dans le code des lois du Territoire sous tutelle une déclaration à l'effet que le gouvernement avait le droit de s'approprier des biens fonciers privés et de les affecter à des utilisations communautaires, que le gouvernement pouvait devenir directement propriétaire à des fins communautaires, après avoir versé aux propriétaires une indemnité équitable fixée par la loi.

Cependant, d'après le code civil, l'utilisation communautaire comprend toute utilisation des terres définie par le Haut Commissaire comme étant utilisation communautaire. Il n'est pas nécessaire d'être juriste pour comprendre que des lois de ce genre ouvrent la porte toute grande aux actes illégitimes. Nous sommes actuellement informés que la population autochtone de certaines îles du Pacifique ne dispose pour sa propre utilisation que de 10,6 p. 100 de la totalité des terres de leurs régions, tandis que dans certaines autres régions, ce chiffre se monte à 39,7 p. 100.

M. Makarevich (URSS)

Cette appropriation des terres effectuée par l'Autorité administrante, principalement pour construire des installations militaires, provoque à juste titre l'indignation de la population autochtone, d'autant plus que cette population autochtone ne se voit pas octroyer en temps voulu les indemnités promises aux termes de la loi. Le recours au Conseil de tutelle lui-même n'a pas suffi, vous vous en souviendrez, pour assurer le règlement des litiges en temps voulu.

La délégation soviétique espère qu'en la matière, le Conseil de tutelle recevra de l'Autorité administrante tous les renseignements adéquats au sujet du règlement équitable des litiges des biens fonciers du Territoire sous tutelle et cela dans l'intérêt de la population autochtone.

Je passe au point suivant. Les Etats-Unis se posent toujours en défenseur de la liberté et de l'indépendance des peuples coloniaux. Toutefois, l'Autorité administrante ne prend que des mesures insuffisantes pour acheminer le Territoire sous tutelle vers l'indépendance véritable.

Le Congrès micronésien et les organes du pouvoir local du Territoire sous tutelle ne disposent pas encore de la totalité des pouvoirs. D'ailleurs, ceci ressort des interventions mêmes du représentant de l'Autorité administrante au cours de la présente session du Conseil de tutelle. Dans bien des cas, l'Autorité administrante agit sans consulter le Congrès de la Micronésie et sans consulter les organes locaux.

A cet égard, Willard Price écrivait ce qui suit à la page 4 du livre que j'ai mentionné plus haut :

(L'orateur cite en anglais)

"Les habitants des îles n'ont pas été consultés; ils n'ont pas participé non plus à la détermination de la forme de gouvernement sous laquelle ils désireraient vivre. En fait, les îles sont devenues une colonie des Etats-Unis."

(L'orateur reprend en russe)

Plus loin, à la page 56, l'auteur souligne ce qui suit :

(L'orateur cite en anglais)

"Sans aucun doute, les Micronésiens ont des droits dans leurs propres îles. Mais, en fait, ce sont des droits théoriquement reconnus dans l'Accord de tutelle..."

M. Makarevich (URSS)(L'orateur reprend en russe)

La délégation soviétique désirerait savoir quelles mesures l'Autorité administrante prend actuellement afin d'effectuer un transfert complet des pouvoirs au Congrès de la Micronésie, au lieu de se contenter de reconnaître des droits théoriquement et dans l'abstrait.

J'avais l'intention de parler aujourd'hui assez longuement sur les questions économiques. Cependant ce sujet a été analysé d'une manière suffisamment détaillée par les orateurs qui m'ont précédé. Je me contenterai de formuler les vœux de la délégation soviétique, qui souhaite que l'Autorité administrante garantisse une rétribution équitable aux travailleurs micronésiens et fournisse au Conseil de tutelle des renseignements sur l'élimination des éléments de discrimination qui se sont manifestés jusqu'à présent dans la rétribution de ces travailleurs. Par exemple, il y a des Micronésiens qui recevaient un salaire annuel de l'ordre de 350 à 1 500 dollars, par an, alors que le personnel américain du Territoire sous tutelle jouissait de salaires variant entre 6 000 et 18 500 dollars par an.

M. Malarevich (URSS)

Dans les réponses aux diverses questions posées et dans les déclarations du Représentant spécial, on a beaucoup parlé de l'organisation de l'enseignement public dans le Territoire sous tutelle. La délégation soviétique, à cet égard, voudrait appeler l'attention du Conseil de tutelle sur le fait que même les modestes mesures prises dans ce sens sont dues essentiellement à la population autochtone du Territoire sous tutelle et non à l'Autorité administrante, de même que le financement de l'instruction publique a été placé par l'Autorité administrante entièrement sur les épaules de la population locale.

Les écoles sont financées par les habitants des Iles du Pacifique eux-mêmes, les salaires des instituteurs et toutes autres dépenses relatives à l'instruction proviennent de la poche de la population autochtone. Les autochtones désirent grandement s'instruire; ce désir a stimulé la construction, au cours des récentes années, d'un certain nombre d'écoles, grâce aux fonds provenant de la population locale. A cet égard, le nombre d'écoles construites dépasse de loin celui des bâtiments scolaires édifiés grâce aux fonds provenant de l'Autorité administrante.

On a beaucoup parlé déjà de l'état lamentable qui prévaut dans les écoles et je voudrais simplement rappeler les deux déclarations de M. Willard Price à ce sujet. Parlant de la situation dans le Territoire, y compris des conditions existant dans le système scolaire, il a écrit :

(L'orateur poursuit en anglais)

"Ces pauvres populations des Iles éloignées souffrent du manque de médicaments modernes, de livres scolaires, d'équipement mécanique élémentaire, de méthodes modernes d'agriculture".

(L'orateur reprend en russe)

Plus loin, il déclarait :

(L'orateur reprend en anglais)

"L'ignorance et les superstitions persistent parmi ces populations de l'Ile et les enferment comme dans un épais manteau".

(L'orateur reprend en russe)

La délégation soviétique serait très reconnaissante envers la Puissance administrante si cette dernière fournissait, le plus rapidement possible, au Conseil de tutelle, tous renseignements concernant les mesures concrètes qu'elle a l'intention d'appliquer pour mettre fin à cette honteuse situation.



M. Malarevich URSS)

Sous la pression du mouvement croissant de libération nationale, il y a, à l'heure actuelle, un changement dans la mentalité de la population du Territoire des Iles du Pacifique. Celle-ci se déclare de plus en plus favorable à l'autodétermination et à l'indépendance. La délégation soviétique exprime l'espoir que la population des Iles du Pacifique sera libre dans un très proche avenir et s'engagera dans la voie d'une évolution indépendante sans le secours d'aucun tuteur ou administrateur.

Traitant de la mentalité des Micronésiens dans le livre dont je viens de citer quelques extraits, l'auteur souligne que :

(L'orateur poursuit en anglais)

"Les Micronésiens intelligents comprennent le dilemme américain; néanmoins ils éprouvent un certain ressentiment de l'utilisation d'un territoire des Nations Unies à des fins américaines. L'Amérique ne possède pas les Iles; elle en a simplement la charge provisoire."

(L'orateur poursuit en russe)

Chaque fois qu'il analyse le rapport de l'Autorité administrante, le Conseil de tutelle, dans ses résolutions, insiste sur le fait que l'Autorité administrante doit préciser une date pour l'octroi de l'indépendance au Territoire sous tutelle. Jusqu'à présent, l'Autorité administrante a ignoré les termes de ces résolutions et aucune date limite n'a encore été fixée en ce qui concerne les Iles du Pacifique. La délégation soviétique propose qu'à la présente session du Conseil, il soit nettement précisé, dans la résolution que nous adopterons sur cette question, à quelle date exacte le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique accédera à l'indépendance.

Quant à la proposition tendant à l'envoi de missions de visite dans le Territoire afin de procéder à une enquête sur la situation qui y prévaut, la délégation soviétique déclare qu'elle est prête à prendre part à de telles missions. S'il est nécessaire, elle est disposée à envoyer des experts compétents. En fait, l'Union soviétique est prête à fournir de tels experts pour faire partie de ces missions.

La PRESIDENTE (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole à la représentante des Etats-Unis qui a demandé à exercer son droit de réponse.

Mme ANDERSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Pour l'instant, je me bornerai à déclarer que la délégation des Etats-Unis réserve son droit de réponse, car un certain nombre de déclarations faites par le représentant de l'Union soviétique nous paraissent dénuées de tout fondement.

La PRESIDENTE (interprétation de l'anglais) : Avant de lever la séance, je me permettrai de rappeler aux membres du Conseil que deux séances ont été prévues pour demain; d'après notre calendrier, la séance du matin sera consacrée à l'audition des déclarations liminaires du représentant de l'Australie et du représentant spécial de l'Autorité administrante pour la Nouvelle-Guinée. Au cours de la séance de l'après-midi, nous conclurons le débat général concernant le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique. Nous écouterons ensuite la déclaration finale de l'Autorité administrante.

La séance est levée à 17 h 20.